

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 58 TER DU 19 DECEMBRE 2001 PORTANT  
MODIFICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 58 DU 7 JUILLET  
1994 REMPLACANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 47 DU 18  
DECEMBRE 1990 RELATIVE A LA PROCEDURE A RESPECTER ET A  
LA DUREE DU TRAVAIL TEMPORAIRE**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, notamment l'article 1er, § 5 ;

Vu la convention collective de travail n° 36 du 27 novembre 1981 portant des mesures conservatoires sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, modifiée par les conventions collectives de travail n°s 36 septies du 5 juin 1984, 36 octies du 5 mars 1985, 36 decies du 4 mars 1986, 36 terdecies du 16 octobre 2000 et 36 quaterdecies du 19 décembre 2001, notamment l'article 18 ;

Vu la convention collective de travail n° 58 du 7 juillet 1994 remplaçant la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire, modifiée par la convention collective de travail n° 58 bis du 25 juin 1997 ;

Vu le point I, 4, D de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, qui, en vue d'un fonctionnement plus efficace du marché du travail, a invité les interlocuteurs sociaux du secteur de la construction à réfléchir à l'introduction du travail intérimaire, ou d'un système équivalent dans ses effets, dans leur secteur selon les modalités d'application qui leur paraissent les plus appropriées pour répondre aux besoins des entreprises et pour assurer le respect des droits et statuts sociaux des travailleurs ;

Vu l'accord sectoriel, conclu au sein de la Commission paritaire de la construction les 5 avril et 28 juin 2001, dans lequel sont arrêtées les lignes directrices en vue de l'introduction du travail intérimaire dans le secteur de la construction ;

Vu la convention collective de travail du 22 novembre 2001 fixant les conditions et les modalités du travail intérimaire dans la construction, dans laquelle l'accord sectoriel précité a été finalisé ;

Vu le protocole d'accord sectoriel 2001-2002 pour le secteur du travail intérimaire, notamment le point 10, traitant du travail intérimaire en cas de surcroît temporaire de travail dans les entreprises sans délégation syndicale ;

Considérant que, d'une part, des modifications doivent être apportées à la convention collective de travail n° 58 du 7 juillet 1994 précitée afin de rendre possible l'introduction du travail intérimaire dans le secteur de la construction conformément à la convention collective de travail conclue dans ce secteur et que, d'autre part, il est opportun de mettre à exécution le point 10 précité du protocole d'accord sectoriel pour le secteur du travail intérimaire ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
  
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
  
- "De Boerenbond"  
c.c.t. n° 58 ter.

- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 19 décembre 2001, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

#### Article 1er

Dans l'article 5 de la convention collective de travail n° 58 du 7 juillet 1994 remplaçant la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire, modifiée par la convention collective de travail n° 58 bis du 25 juin 1997, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

"§ 4. Les dispositions de cette section ne s'appliquent pas au travail intérimaire pour les entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire n° 124 de la construction."

#### Article 2

A l'article 7 de la même convention collective de travail, modifiée par la convention collective de travail n° 58 bis du 25 juin 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2 est complété par les alinéas suivants :

"L'entreprise de travail intérimaire qui souhaite après douze mois prolonger de six mois maximum la mise à disposition d'un travailleur intérimaire pour cause de surcroît temporaire de travail doit à cette fin introduire une demande auprès de la Commission de Bons offices, au plus tard le 20 du mois civil au cours duquel le travailleur intérimaire est occupé depuis dix mois.

Outre le nom et l'adresse de l'utilisateur ainsi que le numéro de la commission paritaire à laquelle ce dernier ressortit, la demande doit comprendre le motif de la prolongation de la mise à disposition.

Dès le moment où les organisations de travailleurs représentées à la Commission de Bons offices sont au courant de la demande, elles disposent d'un délai de trois semaines pour donner leur autorisation ou pour s'opposer à la prolongation. A défaut de réponse dans le délai fixé, il est considéré que la demande est acceptée."

2° Le § 3, 1er alinéa est remplacé par la disposition suivante :

"Si le recours au travail intérimaire dépasse le délai global de dix-huit mois visé au paragraphe précédent ou les délais réduits en vertu de la procédure visée dans ce même paragraphe, la procédure définie à l'article 4, § 2 de la présente convention doit être respectée."

### Commentaire

Les dispositions de l'article 2, 1° visent à introduire des règles de procédure particulières pour le travail temporaire par le biais du travail intérimaire en cas de surcroît temporaire de travail après douze mois jusqu'à dix-huit mois maximum dans les entreprises sans délégation syndicale.

### Article 3

Un article 7 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même convention collective de travail :

### "Article 7 bis

Lorsque le recours au travail temporaire par le biais du travail intérimaire concerne des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire n° 124 de la construction, il faut tenir compte des conditions et modalités particulières suivantes en ce qui concerne la durée et la procédure de ce travail temporaire.

- § 1er. Aucun contrat portant sur des prestations d'une seule journée ne peut être conclu entre l'entreprise de travail intérimaire et le travailleur intérimaire.
- § 2. En cas de surcroît temporaire de travail, la durée de l'occupation du travailleur intérimaire dans le secteur de la construction ne peut excéder six mois dans la même entreprise de construction.
- § 3. En dérogation à l'article 7, § 1er, qui s'applique aux entreprises ayant une délégation syndicale, l'utilisateur de travailleurs intérimaires qui ressortit à la Commission paritaire n° 124 de la construction est dispensé de l'obligation d'informer de l'accord préalable de la délégation syndicale le fonctionnaire visé à l'article 3, § 2, si l'entreprise de travail intérimaire active en construction a été signalée à l'ONSS comme sous-traitant, conformément aux dispositions de l'article 30 bis §§ 7 à 9 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs.
- § 4. Dans le cadre de la procédure visée à l'article 7, § 2, qui s'applique à défaut de délégation syndicale, le Fonds social pour les intérimaires doit transmettre dans le même délai une copie de la communication qu'il a reçue de l'entreprise de travail intérimaire à la Plate-forme construction provinciale instituée par la convention collective de travail du 22 novembre 2001 fixant les conditions et les modalités du travail intérimaire dans la construction.

### Commentaire

Au sein de la Commission paritaire n° 124 de la construction a été conclue, le 22 novembre 2001, une convention collective de travail dans laquelle sont fixées les conditions et modalités en vue de l'introduction du travail intérimaire dans ce secteur.

Afin de tenir compte des aspects spécifiques de ce régime, un certain nombre d'adaptations relatives au secteur précité sont apportées à titre exceptionnel à la convention collective de travail n° 58 du 7 juillet 1994.

A cet égard, il convient notamment de remarquer :

- que le paragraphe 3 de l'article 7 bis ne dispense pas l'utilisateur de l'obligation de demander l'autorisation préalable de la délégation syndicale mais uniquement de celle d'informer de cette autorisation préalable le fonctionnaire visé à l'article 3 ;

- que le paragraphe 4 impose une obligation supplémentaire au Fonds social pour les intérimaires : lorsque le surcroît temporaire de travail concerne une entreprise sans délégation syndicale qui ressortit à la Commission paritaire n° 124 de la construction, la communication reçue de l'entreprise de travail intérimaire active en construction doit être envoyée à la Plate-forme construction provinciale du secteur.

L'attention est attirée sur le fait que la Commission paritaire de la construction souhaite évaluer l'introduction du travail intérimaire dans le secteur neuf mois après l'entrée en vigueur de l'accord sectoriel précité."

#### Article 4

Dans l'article 9 de la même convention collective de travail, modifiée par la convention collective de travail n° 58 bis du 25 juin 1997, les mots "des articles 4 et 7" dans le texte du troisième tiret sont remplacés par les mots "des articles 4, 7 et 7 bis, §2".

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2002.

Fait à Bruxelles, le dix-neuf décembre deux mille un.

**MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
N° 58 DU 7 JUILLET 1994 REMPLACANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE  
TRAVAIL N° 47 DU 18 DECEMBRE 1990 RELATIVE A LA PROCEDURE A  
RESPECTER ET A LA DUREE DU TRAVAIL TEMPORAIRE**

-----

Le 19 décembre 2001, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail n° 58 ter portant modification de la convention collective de travail n° 58 du 7 juillet 1994 remplaçant la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire.

Ladite modification a notamment pour objectif de mettre à exécution le point 10 du protocole d'accord sectoriel 2001-2002 pour le secteur du travail intérimaire, relatif à la procédure à suivre en cas de surcroît temporaire de travail dans les entreprises sans délégation syndicale.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont dès lors jugé nécessaire de modifier le commentaire de l'article 7 de la convention collective de travail n° 58.

c.c.t. n° 58 ter.

Modification du commentaire de l'article 7

Le commentaire de l'article 7 est remplacé par le texte suivant :

"Pour l'application du présent article, il convient de rappeler :

- d'une part, que conformément au prescrit de l'article 21 de la loi du 24 juillet 1987, les entreprises de travail intérimaire ne peuvent mettre des intérimaires à la disposition d'utilisateurs et ceux-ci ne peuvent occuper des intérimaires qu'en vue de l'exécution d'un travail temporaire visé ou autorisé à l'article 1er de cette même loi ;
  
- d'autre part, qu'en cas de recours au travail temporaire par le biais du travail intérimaire pour faire face à un surcroît temporaire de travail pour une durée qui excède six mois, avec prolongation possible de douze mois, c'est la procédure de l'article 4, § 2 de la présente convention qui est d'application.

La possibilité de prolonger de douze mois la durée du travail intérimaire de six mois est inspirée par le souci de pouvoir maintenir un même intérimaire au travail après l'expiration des six mois d'occupation. On évite ainsi, en effet, que le travail intérimaire soit poursuivi avec un autre intérimaire après six mois d'occupation."

-----

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 58 TER VAN 19 DECEMBER 2001 TOT  
WIJZIGING VAN COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 58 VAN 7 JULI 1994  
TOT VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 47  
VAN 18 DECEMBER 1990 BETREFFENDE DE NA TE LEVEN PROCEDURE  
EN DE DUUR VAN DE TIJDELIJKE ARBEID**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités ;

Gelet op de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, inzonderheid op artikel 1, § 5 ;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 van 27 november 1981 houdende conservatoire maatregelen betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 36 septies van 5 juni 1984, nr. 36 octies van 5 maart 1985, nr. 36 decies van 4 maart 1986, nr. 36 terdecies van 16 oktober 2000 en nr. 36 quaterdecies van 19 december 2001, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 van 7 juli 1994 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 bis van 25 juni 1997;

Gelet op het punt I, 4, D van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000, dat met het oog op een efficiëntere werking van de arbeidsmarkt de sociale partners van de bouwsector heeft uitgenodigd na te denken over de invoering van uitzendarbeid of een equivalent systeem in hun sector volgens toepassingsregels die volgens hen het best voldoen aan de behoeften van de ondernemingen en die zij het meest geschikt achten om de rechten en het sociaal statuut van de werknemers te vrijwaren;

Gelet op het sectoraal akkoord, gesloten in het paritair comité voor het bouwbedrijf dd. 5 april en 28 juni 2001, waarin de krachtlijnen voor de invoering van de uitzendarbeid in de bouwsector zijn vastgelegd;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 november 2001 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van de uitzendarbeid in het bouwbedrijf waarin voornoemd sectoraal akkoord werd gefinaliseerd;

Gelet op het protocol van sectoraal akkoord voor de uitzendsector 2001-2002, inzonderheid op punt 10, dat handelt over de uitzendarbeid in geval van tijdelijke vermeerdering van werk in ondernemingen zonder vakbondsafvaardiging;

Overwegende dat in de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 van 7 juli 1994 eensdeels wijzigingen aangebracht moeten worden opdat de invoering van uitzendarbeid in de bouwsector overeenkomstig de in die sector gesloten collectieve arbeidsovereenkomst mogelijk zou zijn en dat het anderdeels aangewezen is om aan het voornoemd punt 10 van het protocol van sectoraal akkoord voor de uitzendsector uitvoering te geven;

Hebben navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
  
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
  
- de Boerenbond

cao nr. 58 ter.

- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 2001 navolgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

#### Artikel 1

Artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 van 7 juli 1994 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 bis van 25 juni 1997, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

"§ 4. De bepalingen van deze afdeling kunnen niet toegepast worden op de uitzendarbeid voor de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité nr. 124 voor het bouwbedrijf."

#### Artikel 2

In artikel 7 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 bis van 25 juni 1997, worden navolgende wijzigingen aangebracht.

1° De § 2 wordt aangevuld met de volgende leden :

"Het uitzendbureau dat de terbeschikkingstelling van een uitzendkracht wegens tijdelijke vermeerdering van werk na twaalf maanden met een maximum van zes maanden wenst te verlengen moet daartoe een aanvraag indienen bij de Commissie van goede diensten uiterlijk de 20ste van de kalendermaand waarin de uitzendkracht tien maanden is tewerkgesteld.

Naast de naam en het adres van de gebruiker alsook het nummer van het paritair comité waaronder deze laatste ressorteert, vermeldt de aanvraag de reden van de verlenging van de terbeschikkingstelling.

Vanaf het ogenblik dat de werknemersorganisaties, die vertegenwoordigd zijn in de Commissie van goede diensten, op de hoogte zijn van de aanvraag beschikken zij over een termijn van drie weken om hun toestemming te verlenen of zich tegen de verlenging te verzetten. Bij ontstentenis van een antwoord binnen de vastgestelde termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn toegestaan."

2° De § 3, eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Zo het beroep op uitzendarbeid de bij de vorige paragraaf bedoelde globale termijn van achttien maanden overschrijdt of de termijnen overschrijdt die krachtens de bij dezelfde paragraaf bedoelde procedure verkort zijn, moet de procedure bedoeld bij artikel 4, § 2 van onderhavige overeenkomst worden nageleefd."

### Commentaar

De bepalingen van het artikel 2, 1° hebben tot doel bijzondere procedureregels in te voeren voor de tijdelijke arbeid door uitzendarbeid bij tijdelijke vermeerdering van werk na twaalf maanden tot maximum achttien maanden in ondernemingen zonder vakbondsafvaardiging.

### Artikel 3

Een artikel 7 bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst ingevoegd :

### "Artikel 7 bis

Wanneer het beroep op tijdelijke arbeid door middel van uitzendarbeid betrekking heeft op ondernemingen, die ressorteren onder het paritair comité nr. 124 voor de bouwnijverheid, moeten de hiernavolgende bijzondere voorwaarden en modaliteiten worden in acht genomen wat de duur en de procedure van die tijdelijke arbeid betreft.

- § 1. Tussen het uitzendbureau en de uitzendkracht kan er geen overeenkomst worden gesloten die betrekking heeft op prestaties van één dag.
- § 2. In geval van tijdelijke vermeerdering van werk mag de duur van de tewerkstelling van de uitzendkracht in de bouwsector in hetzelfde bouwbedrijf geen zes maanden overschrijden.
- § 3. In afwijking van artikel 7, § 1, dat van toepassing is op ondernemingen met een vakbondsafvaardiging, is de gebruiker van uitzendkrachten die ressorteert onder het paritair comité nr. 124 voor het bouwbedrijf vrijgesteld van de verplichting om de ambtenaar bedoeld in artikel 3, § 2 over de voorafgaande toestemming van de vakbondsafvaardiging op de hoogte te brengen, indien het uitzendbureau actief in het bouwbedrijf aan de RSZ werd medegeedeeld als onderaannemer, overeenkomstig de bepalingen van het artikel 30 bis §§ 7 tot 9 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
- § 4. In het kader van de procedure, bedoeld bij artikel 7, § 2, dat van toepassing is bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, moet het Sociaal Fonds voor de Uitzendkrachten een kopie van de mededeling, ontvangen van het uitzendbureau, overmaken aan het Provinciaal Bouwplatform, ingesteld door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 november 2001 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van de uitzendarbeid in het bouwbedrijf, binnen dezelfde termijn.

#### Commentaar

In het paritair comité nr. 124 voor het bouwbedrijf is op 22 november 2001 een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten waarin de voorwaarden en modaliteiten zijn bepaald voor de invoering van de uitzendarbeid in die sector.

Om rekening te kunnen houden met de specifieke aspecten van die regeling worden in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 van 7 juli 1994 uitzonderlijk een aantal aanpassingen aangebracht die op genoemde bedrijfstak betrekking hebben.

Dienaangaande valt inzonderheid op te merken :

- dat paragraaf 3 van artikel 7 bis de gebruiker niet vrijstelt van de verplichting de voorafgaande toestemming van de vakbondsafvaardiging te vragen maar enkel van de verplichting die voorafgaande toestemming aan de bij artikel 3 bedoelde ambtenaar mee te delen;

- dat paragraaf 4 een bijkomende verplichting oplegt aan het Sociaal Fonds voor de Uitzendkrachten : wanneer de tijdelijke vermeerdering van werk betrekking heeft op een onderneming zonder vakbondsafvaardiging, die ressorteert onder het paritair comité nr. 124 voor het bouwbedrijf, moet de mededeling, ontvangen van het uitzendbureau actief in het bouwbedrijf, aan het Provinciaal Bouwplatform van de sector worden toegestuurd.

De aandacht wordt erop gevestigd dat het paritair comité voor het bouwbedrijf 9 maanden na de inwerkingtreding van de voornoemde sectorale overeenkomst de invoering van de uitzendarbeid in de sector wenst te evalueren."

#### Artikel 4

In artikel 9 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 bis van 25 juni 1997, worden in de tekst bij het derde streepje de woorden "de artikelen 4 en 7" vervangen door de woorden "de artikelen 4, 7 en 7 bis, § 2".

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2002.

Gedaan te Brussel, op negentien december tweeduizend en één.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST  
NR. 58 VAN 7 JULI 1994 TOT VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDS-  
OVEREENKOMST NR. 47 VAN 18 DECEMBER 1990 BETREFFENDE DE NA  
LEVEN PROCEDURE EN DE DUUR VAN DE TIJDELIJKE ARBEID**

-----

Op 19 december 2001 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 ter gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 van 7 juli 1994 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procedure en de duur van de tijdelijke arbeid.

Genoemde wijziging heeft onder meer tot doel uitvoering te geven aan het punt 10 van het protocol van sectoraal akkoord 2001-2002 voor de uitzendsector, dat betrekking heeft op de procedure, die gevolgd moet worden bij tijdelijke vermeerdering van werk in ondernemingen zonder vakbondsafvaardiging.

Gelet daarop hebben de werkgevers- en werknemersorganisaties het noodzakelijk geacht de commentaar bij artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 te wijzigen.

cao nr. 58 ter.

Wijziging van de commentaar bij artikel 7

De commentaar bij artikel 7 wordt als volgt vervangen :

"Voor de toepassing van dit artikel dient in herinnering te worden gebracht :

- eensdeels dat, overeenkomstig artikel 21 van de wet van 24 juli 1987, de uitzendbureaus alleen dan uitzendkrachten ter beschikking van gebruikers mogen stellen en deze alleen dan uitzendkrachten mogen tewerkstellen wanneer het gaat om de uitvoering van een in artikel 1 van die wet bedoelde of toegelaten tijdelijke arbeid;
- anderdeels dat, wanneer een beroep wordt gedaan op tijdelijke arbeid door middel van uitzendarbeid om te beantwoorden aan een tijdelijke vermeerdering van werk voor een periode die zes maanden, mogelijk te verlengen met twaalf maanden, overschrijdt, de procedure van artikel 4, § 2 van deze overeenkomst van toepassing is.

De mogelijkheid om de termijnen voor uitzendarbeid van zes maanden te verlengen met twaalf maanden is ingegeven door de bekommernis eenzelfde uitzendkracht aan het werk te kunnen houden na het verstrijken van zes maanden tewerkstelling. Immers, op deze manier wordt vermeden dat na zes maanden tewerkstelling, uitzendarbeid voortgezet wordt met een andere uitzendkracht."

-----